

AIR CANADA—WINNIPEG—LE TRANSFERT DE  
LA BASE À LA «NORTHWEST INDUSTRIES  
LIMITED»

**M. Ed Schreyer (Selkirk):** Monsieur l'Orateur, bien des gens s'imaginent sans doute que les citoyens de Winnipeg sont jaloux des Montréalais et leur en veulent parce que Montréal a eu la bonne fortune de voir Air Canada développer ses installations d'entretien des avions à réaction à Dorval et a également réussi à obtenir un aéroport international à Sainte-Scholastique, à quelques milles de Montréal. Les gens qui s'imaginent cela n'ont rien compris, je pense. Ce qui irrite beaucoup les gens de Winnipeg, ce n'est pas qu'on les ait privés de quelque chose pour le donner à Montréal mais c'est, par-dessus tout, que toutes les enquêtes effectuées ces dernières années pour tenter de justifier cette initiative d'Air Canada de retirer sa base d'entretien des avions à réaction de Winnipeg constituent une longue et triste duperie.

Le député de Winnipeg-Sud-Centre (M. Osler), collègue du ministre du Travail (M. Mackasey), qui répondra je suppose, a laissé entendre par ses propos que les dirigeants d'Air Canada, dans leurs témoignages devant la Commission d'enquête Thompson, par exemple, avaient menti, et il a bien dit «menti». C'est précisément l'emploi de mots de ce genre que je tiens à approuver. J'exige du ministre, ou de la personne responsable du ministère à l'heure actuelle, une bonne raison pour laquelle on ne ferait pas enquête sur les témoignages rendus par les représentants d'Air Canada, pour voir s'il est bien vrai que leurs dépositions étaient exactes et véridiques, car je tiens à déclarer, avec toute l'énergie et la sincérité possibles, qu'après avoir examiné les dépositions à l'enquête Thompson et reçu du ministère des Transports des documents dont j'avais demandé le dépôt il y a quelques semaines seulement, je constate que les propos des dirigeants d'Air Canada devant la Commission d'enquête contredisent les renseignements obtenus dans les documents déposés.

• (10.10 p.m.)

C'est clair. Me voilà persuadé que les hauts fonctionnaires de cette société de la Couronne, d'Air Canada, ont trompé les Canadiens, les gens de Winnipeg et du Manitoba.

Outre les conséquences économiques qu'entraîne cette initiative pour Winnipeg et pour l'Ouest, il y a autre chose, également importante, et même sinistre. En effet, il est de mauvais augure que les députés ne puissent

avoir une confiance absolue dans les hauts fonctionnaires qu'ils emploient. Permettez-moi de dire qu'aucun fonctionnaire aux États-Unis n'oserait donner aux membres du Congrès des renseignements erronés semblables à ceux que les fonctionnaires d'Air Canada ont fournis aux députés canadiens.

J'aimerais que les fonctionnaires compétents du ministère des Transports m'expliquent ce qui empêcherait une enquête complète sur le malheureux épilogue au témoignage rendu par les représentants d'Air Canada devant la Commission Thompson. Il faudrait expliquer comment se concilie ce témoignage avec les renseignements que renferment les documents déposés à la Chambre il y a quelques semaines, à la suite d'un ordre de dépôt.

En terminant, je dirai que toutes les accusations de tromperie découlent de certaines données. En 1964, les porte-parole d'Air Canada, en témoignant devant la Commission royale d'enquête Thompson, avaient dit que la base de révision de Winnipeg pour jets devait être transférée de Winnipeg à Montréal parce que les installations de Dorval n'étaient pas utilisées et qu'il était peu rentable de maintenir les deux bases. Peu de temps après, on faisait des démarches pour que le Conseil du Trésor approuve des crédits de plusieurs millions de dollars pour agrandir les installations de Dorval. Il s'agissait de 20 à 30 millions. Telle était l'ampleur des agrandissements prévus pour les installations de révision des jets à Dorval.

Peu de mois avant qu'Air Canada demande des fonds en vue d'augmenter les installations, les fonctionnaires de cette société déclaraient à cette commission d'enquête que l'usine de Montréal fonctionnait à mi-rendement, qu'il n'était donc pas rentable et que la fermeture de la base de Winnipeg s'imposait. Il est impossible de concilier ce témoignage avec ce qui est survenu depuis.

Même s'il est facile de le nier après coup, il existe suffisamment de preuves pour convaincre bon nombre de mes collègues, y compris les députés de Winnipeg-Sud-Centre (M. Osler), de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), de Winnipeg-Nord (M. Orlikow), et qui que ce soit de n'importe quelle autre région au Canada ou presque, que nous ne pouvons pas nous fier entièrement aux témoignages de ces fonctionnaires au comité. Il y a assez de preuves qui permettent de douter de la véracité des déclarations de ces fonctionnaires supérieurs de cette société de la Couronne.